

Mercredi (après-midi) 27 janvier 2016

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**48 2015.RRGR.541 Motion 143-2015 Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC)
Ouvrir la voie aux énergies renouvelables dans les exploitations agricoles
Motion ayant valeur de directive**

N° de l'intervention: 143-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 27.05.2015
Déposée par: Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC)
(porte-parole)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 1418/2015 du 25 novembre 2015
Direction: JCE

Ouvrir la voie aux énergies renouvelables dans les exploitations agricoles

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants pour faciliter la mise en place d'installations fonctionnant au biogaz et au bois pour la production de courant et de chaleur :

1. Le canton de Berne se consacre à la production d'énergie à partir de sources renouvelables (biogaz et bois) et modifie dès lors sa politique d'autorisation en simplifiant les conditions à réunir en termes d'aménagement du territoire.
2. La part de revenu provenant de la production d'énergie n'est plus un critère de l'autorisation d'installations au biogaz ou au bois quand 80 pour cent au moins de la biomasse agricole ou du bois sont utilisés comme matière première pour la production d'énergie.
3. Le lien étroit avec l'agriculture et donc la qualité requise pour qu'une installation puisse être autorisée sont réalisés quand 80 pour cent au moins de la biomasse agricole ou du bois sont utilisés comme matière première pour la production d'énergie.
4. Les infrastructures nécessaires à la production d'énergie (chaleur et courant électrique) et au transport vers les usagers, notamment les câbles enfouis dans un hameau ou dans des zones à bâtir proches, sont conformes à l'affectation de la zone dans la mesure où les installations traitent 80 pour cent au moins de bois ou de biomasse agricole.

Développement :

Dans la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération, il est prévu que les installations au biogaz et au bois, auxquels s'ajoutent un certain nombre d'autres sources d'énergie renouvelables, doivent remplacer une partie de la production des centrales nucléaires et dans le processus de développement des sources d'énergie renouvelables, on en attend une contribution essentielle à la stabilité du réseau grâce à la flexibilité des moyens de production.

La biomasse humide, le fumier et le lisier, renferment le potentiel inexploité le plus important: aujourd'hui, trois pour cent seulement du lisier servent en Suisse à la production d'énergie. Outre la production de courant et de chaleur, les installations au biogaz contribuent à la sécurité de l'élimination, offrent de nouvelles perspectives aux agriculteurs et entrent dans la protection du climat du fait de la réduction des émissions de méthane. Le bois renferme lui aussi un grand potentiel (biomasse solide) qui peut servir à la production d'énergie, et c'est une source que les agriculteurs propriétaires forestiers exploitent peu.

Le canton de Berne s'est doté d'une stratégie énergétique dont les objectifs consistent notamment à encourager les nouvelles technologies de production d'énergie.

Dans le cadre d'un permis de construire portant sur la construction ou l'agrandissement de bâtiments existants, les autorités chargées d'accorder les permis placent dans la procédure des obstacles qui ont pour effet d'empêcher la mise en place d'installations de production d'énergie au

biogaz ou au bois, ou en tout cas de faire durer la procédure d'octroi du permis, ce qui contribue à faire grimper les coûts.

Un obstacle similaire est l'interprétation nettement trop restrictive de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire dont l'article 34a, alinéa 3 dit ce qui suit : « L'installation complète doit être subordonnée à l'exploitation agricole et contribuer à une utilisation efficace des énergies renouvelables. »

L'interprétation que donne le canton de Berne de cette ordonnance est en effet très restrictive :

1. Le critère du revenu. Le revenu tiré de l'installation de production d'énergie au biogaz ne doit pas selon les règles cantonales dépasser 50 pour cent. Pour les installations gérées par un exploitant seul sans la participation d'autres agriculteurs, ce critère est impraticable.
2. La subordination visuelle à l'exploitation agricole est souvent un critère rédhibitoire, ou qui appelle de considérables investissements supplémentaires.

De fait, la pratique d'octroi du permis de construire risque d'imposer une interprétation trop restrictive de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire. A cela s'ajoute que la Confédération se propose plutôt d'ouvrir la voie des agriculteurs à l'exploitation de la biomasse. Dans l'optique d'une simplification administrative, ce qu'il est convenu d'appeler le « Train d'ordonnances d'automne 2015 » est actuellement en consultation. L'ordonnance sur la terminologie agricole (OTerm) et l'ordonnance sur le droit foncier rural (ODFR) ont notamment été révisées. La nouvelle teneur entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

On y trouve la définition des prestations agricoles ou proches de l'agriculture qui permettent de comptabiliser les unités de main d'œuvre standard UMOS. Les agriculteurs font valoir ces unités pour obtenir l'aide d'investissement, qui recouvre notamment la mise en valeur de la biomasse (bioénergie, installations au biogaz, chauffage à distance, exploitation et entretien des forêts), ainsi que le compostage. Dans cette optique précisément, les critères de subordination économiques pratiqués par le canton de Berne ne doivent plus s'appliquer à la construction d'installations au biogaz. D'autant que la production d'énergie est désormais une activité agricole, du moins au sens large.

A cela s'ajoute le fait qu'en règle générale, les installations au biogaz produisent à partir de la fermentation de la biomasse non seulement du courant électrique et de la chaleur mais également de l'engrais (dans la mesure où il n'ajoute à la totalité de la masse traitée que 20 pour cent au maximum de biomasse non agricole) et que de cette manière, d'utiles cycles d'éléments nutritifs se referment. Là encore, la Confédération se propose d'agir. Dans l'ordonnance sur le traitement des déchets (OTD), qui est actuellement en révision et qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016, la valorisation matérielle ou énergétique des déchets organiques est définie, et on détermine les technologies qui peuvent être utilisées.

Imposer aux installations agricoles de production de biogaz d'utiliser au moins 80 pour cent de biomasse ou de bois comme matière première permet d'exclure de la zone agricole toute usine de méthanisation fonctionnant principalement ou exclusivement à la biomasse non-agricole.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

La construction d'installations de biogaz agricole se trouve à la croisée des intérêts, tous d'égale valeur, de la politique énergétique, de l'agriculture et de l'aménagement du territoire. Avec la Stratégie énergétique 2006, le programme cantonal d'encouragement des installations de méthanisation 2008 – 2011 et le rapport à l'intention du Grand Conseil intitulé « Stratégie énergétique 2006. Rapport à l'intention du Grand Conseil sur la mise en œuvre de la stratégie et les effets des mesures 2011 – 2014 ainsi que sur les nouvelles mesures 2015 – 2018 »¹, le Conseil-exécutif a clairement indiqué qu'il est prêt à encourager et à soutenir les installations de méthanisation agricole (usines de méthanisation) dans la limite des possibilités légales. Dans les centres INFORAMA, le canton offre par ailleurs un centre de conseils sur les énergies renouvelables pour les agriculteurs.

¹ ACE 1012/2015.

Avec une révision partielle de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT)², le législateur fédéral a prévu, à l'article 16a, alinéa 1bis, que les constructions et installations nécessaires à la production d'énergie à partir de biomasse ou aux installations de compost qui leur sont liées peuvent être déclarées conformes à l'affectation de la zone et autorisées dans une exploitation agricole si la biomasse utilisée est en rapport étroit avec l'agriculture et avec l'exploitation.

Les conditions d'octroi d'une autorisation définies à l'article 34a de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT)³ sont les suivantes:

- l'installation complète doit être subordonnée à l'exploitation agricole et contribuer à une utilisation efficace des énergies renouvelables (art. 34a, al. 3 OAT);
- les substrats utilisés doivent provenir à raison de la moitié au moins de leur masse de l'exploitation elle-même ou d'entreprises agricoles distantes, en règle générale, de 15 km au maximum par la route. Cette partie doit représenter dix pour cent au moins de la valeur énergétique de tous les substrats utilisés. Les sources des autres substrats de la biomasse doivent être situées, en règle générale, à une distance de 50 km au maximum par la route (art. 34a, al. 2 OAT).

Avec ces prescriptions, le législateur fédéral a fixé un cadre quant à la possibilité d'autoriser les installations agricoles de biogaz et de bois. Si le Conseil fédéral avait voulu modifier les critères d'autorisation avec le train d'ordonnances agricoles de l'automne 2015, il aurait également dû réviser l'OAT. Or il ne l'a pas fait.

Le canton de Berne s'est toujours efforcé d'exploiter la marge de manœuvre dont il dispose pour l'interprétation des dispositions de la législation sur l'aménagement du territoire. Dans cette optique, l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) a donc demandé une expertise juridique en vue d'éclaircir certains points. Les résultats de cette expertise sont connus depuis 2010⁴ et jouent un rôle décisif dans la pratique cantonale; ils ont d'ailleurs servi de base à l'OACOT pour la rédaction d'un aide-mémoire⁵. De surcroît, le canton de Berne a soutenu la motion du conseiller aux Etats Luginbühl concernant le transport d'énergie thermique provenant d'exploitations agricoles vers les zones à bâtir⁶, qui a abouti en 2012 à une révision partielle de l'OAT.

Le Conseil-exécutif estime que la pratique cantonale exploite la marge de manœuvre laissée par la législation fédérale et qu'il se déclare favorable à une production énergétique issue d'installations agricoles de biogaz et de bois. Par ailleurs, les conditions d'octroi d'une autorisation ne sont pas plus restrictives sur le plan cantonal que sur le plan fédéral.

Les critères cités comme exemples d'une pratique prétendument trop restrictive (revenu et subordination visuelle) découlent du droit fédéral. Dans le cadre de l'expertise préalablement mentionnée, le canton de Berne a souhaité savoir comment il fallait interpréter la « subordination » requise par l'OAT. Les experts sont arrivés à la conclusion qu'il fallait entendre par là une « subordination » d'ordre économique et non pas physique. Concernant la subordination économique, ils précisent: « [d]e notre point de vue, la part de revenu liée à la production d'énergie doit être, au moment de l'octroi de l'autorisation de construire, sensiblement inférieure à 50 pour cent, car il s'agit, lors de l'examen de la conformité des constructions et installations à l'affectation de la zone agricole, d'anticiper le développement futur de l'exploitation »⁷. Conformément à la jurisprudence du Tribunal fédéral⁸, le critère de « subordination » est pris en compte de manière globale (sans valeur limite fixée) dans la pratique de l'OACOT et sert à déterminer si la construction d'une installation de biogaz constitue un secteur ou une entreprise non agricole indépendante.

Les mesures réclamées dans la motion contredisent en partie le droit supérieur. Conformément au droit de l'aménagement, un emplacement dans une exploitation agricole en zone agricole ne peut être affecté aux installations de biogaz ou de production de chaleur que lorsqu'il existe un rapport étroit avec l'agriculture et avec l'exploitation. Les critères légaux permettent de s'assurer que l'agriculture reste l'activité substantielle de l'exploitation. Ainsi, il faudrait modifier les prescriptions légales sur le plan fédéral avant que les mesures demandées aux points 2 et 4 de la motion puissent être mises en œuvre. Par ailleurs, les conditions d'autorisation prévues par la motion, à

² En vigueur depuis le 1^{er} septembre 2007.

³ En vigueur depuis le 1^{er} septembre 2007, modifié au 1^{er} novembre 2012.

⁴ Partiellement publiés par ASPAN dans la revue Territoire & Environnement, juillet n° 4/10.

⁵ www.be.ch/construction → Construire hors de la zone à bâtir → aide-mémoire « Construire hors de la zone à bâtir ».

⁶ Motion 08.3083, disponible sur www.parlament.ch → Recherche Curia Vista.

⁷ ASPAN: Territoire & Environnement, juillet n° 4/10, p. 7.

⁸ cf. ATF 1C_416/2011, commenté par l'ASPA dans la revue INFORUM n° 6/12, p. 12 ss.

savoir 80 pour cent de la biomasse agricole (points 2, 3 et 4), sont encore plus sévères que les conditions définies par l'OAT (> 50%)⁹. Un tel durcissement des conditions n'est pas souhaitable.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Le président. Wir sind bei Traktandum 48, der Motion Krähenbühl. Der Regierungsrat lehnt diese Motion ab. Eingangs dieser Session haben wir hier eine freie Debatte beschlossen. Der Motionär hat das Wort.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Nun stinkt es. Wir sprechen von Hochdünger und Biomasse. Wir sprechen aber auch von Energiepolitik und von Klimaschutz. Ich schaue in Richtung Kollege Antonio Bauen. Klimawandel war gerade gestern im Zusammenhang mit den immer häufigeren Hochwassern ein Thema. Und heute können Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen, mit der Annahme dieser Motion etwas bewegen und etwas gegen diesen Klimawandel tun. Heute werden nur etwa 1,5 Prozent des Hofdüngers zur Erzeugung von Biogas und von Wärme verwendet. Wenn wir mehr Biogasanlagen bauen, dann kann man erstens Klimaschutz betreiben, weil man die Methanemission verringert, und zweitens kann man Strom und Wärme erzeugen, wodurch der Zugriff auf fossile Energie reduziert wird.

Was ist der Gegenstand dieser Debatte? Tatsache ist, dass es eine Bundesgesetzgebung gibt, die gewisse Bestimmungen festhält. Tatsache ist auch, dass der Kanton Bern diese Bestimmungen sehr rigide auslegt, und das ist der entscheidende Punkt. In der Antwort auf den Vorstoss wurde zwar ausgeführt, das sei nicht so, sondern man würde den Spielraum ausweiten. Tatsache ist aber, dass andere Kantone, auch Nachbarkantone, das Gesetz liberaler auslegen.

Ich komme zu den einzelnen Punkten. Überhaupt nicht verstehen kann ich, dass der Regierungsrat den ersten Punkt zu Ablehnung empfiehlt. Dort verlange ich nichts anderes, als dass sich der Kanton Bern zur Energieerzeugung aus landwirtschaftlichen Biogas- und Holzanlagen bekennt und die Bewilligungspraxis erleichtert. Weiter verlange ich – und das ist der entscheidende Punkt –, das sogenannte Einkommenskriterium, welches der Kanton Bern im Gegensatz zu anderen Kantonen anwendet, solle bei der Bewilligung von Anlagen nicht mehr spielen. Im Kanton Bern ist es so, dass man keine Biogasanlage bauen darf, wenn man damit etwas verdienen würde. Der Verdienst aus einer bäuerlichen Biogasanlage soll unter 50 Prozent des Gesamteinkommens liegen. Ich erinnere daran, dass es bei der Photovoltaik keine solche Einschränkung gibt. Ein Bauer kann theoretisch 95, 97 oder 99 Prozent des Einkommens aus einer Photovoltaikanlage erzielen. Für Biogas ist das hingegen limitiert. Das ist für mich nicht verständlich.

Weiter verlange ich, dass die Bewilligungsfähigkeit solcher Anlagen in der Landwirtschaftszone gegeben ist, wenn mindestens 80 Prozent landwirtschaftliche Biomasse und Holz als Rohstoff für die Energieproduktion verwendet werden. Das ist wichtig, denn ich will auch nicht, dass man im grossen Stil Biomasse aus Vorgärten, Rasen und Grünabfällen in die Landwirtschaftszone fährt und dort damit Biogas produziert. Das kann es nicht sein. Ich spreche hier vor allem von Gülle und von landwirtschaftlicher Biomasse. Die vierte Forderung ist, dass man möglichst auch die Wärme nutzen soll. Auch diese ist wichtig, wenn eine solche Anlage rentieren soll. Man kann ja Strom nutzen, aber es handelt sich hierbei um eine sogenannte Koppelproduktion, wie man das in der Ökonomie nennt, bei der auch Wärme entsteht. Wenn man diese Wärme nutzen kann, dann lassen sich solche Anlagen rentabel betreiben. Dazu braucht es Leitungen, die je nachdem über bestimmte Distanzen führen. Mit der Verwendung dieser Energie kann man noch zusätzlich etwas für die Energiewende und dem Klimaschutz tun. Aber das ist im Moment sehr schwierig. Hier verlange ich, dass man solche Leitungen zu Wohnzonen oder ähnlichem erleichtert erstellen kann, wenn sie aus Anlagen kommen, die zu 80 Prozent landwirtschaftliche Biomasse vergären.

Das ist mein Anliegen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich bitte alle, die sich zu Energiewende und Klimaschutz bekennen, diese Motion anzunehmen. Dies, damit unsere Berner Regierung alles daran setzt, dass der –in anderen Kantonen offenbar vorhandene – Spielraum endlich besser ausgenützt werden kann.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionen.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Es ist ganz klar: Die Zukunft muss erneuerbar sein, und

⁹ Article 34a, alinéa 2 OAT.

dank dem grünen Engagement wird sie das in Zukunft auch sein. Sonne, Wasser, Wind, Holz und Biomasse werden dazu eingesetzt, und wir werden mit diesen Energien die Energiewende umsetzen können. Aber – und das ist ganz klar – die Grünen wollen das nicht um jeden Preis. Natur- und Landschaftsschutz, aber auch Raumplanungsgesetz und weitere Regelungen dürfen nicht ausgehebelt werden. Nicht zuletzt wurde ja das Raumplanungsgesetz gerade kürzlich wieder vom Volk bestätigt. Das heisst, landwirtschaftliche Anlagen sind so weit zuzulassen, wie sie dem landwirtschaftlichen Charakter entsprechen, und alle anderen Regeln müssen eingehalten werden. Stellen solche Anlagen aber die Haupttätigkeit des Landwirtschaftsbetriebs dar, entsprechen sie eben nicht mehr diesen Regeln und sind daher nicht mehr einfach landwirtschaftliche Anlagen. Vielmehr stellen sie dann gewerblich-industrielle Anlagen dar, weil man mit grösseren Mengen arbeitet. Diese müssen dann auch nach anderen Kriterien beurteilt werden, und es ist richtig, wenn man dort eine Gleichstellung mit industriellen Anlagen macht. Die Regeln für die landwirtschaftlichen Anlagen sind klar und deutlich im Raumplanungsgesetz (RPG) und in der Raumplanungsverordnung (RPV) festgehalten. Der Kanton hat klar definiert, wie sie dem Merkblatt des Kantons entnehmen können. Sie werden dort auch so umgesetzt. Diese Regeln halten fest, dass sich eine Anlage dem landwirtschaftlichen Betrieb unterordnen und dass vorwiegend landwirtschaftliche Biomasse aus dem Betrieb oder aus der Region verwertet werden muss. Konkret heisst dies, das Einkommen aus diesem Energiebetrieb hat unter 50 Prozent zu liegen. Wie wir der Antwort der Regierung entnehmen konnten, gibt es dazu ja auch ein Gutachten.

Das andere Thema betrifft die Herkunft der verarbeiteten landwirtschaftlichen Biomasse. Diese muss zu mindestens 50 Prozent aus dem eigenen Betrieb oder aus Betrieben im Umkreis von 15 Kilometern kommen. Die Herkunft des anderen Teils ist frei. Das ist meist auch der Teil, der dann wirklich Energie bringt. Gülle gibt eben nicht so viel Energie, Kollege Krähenbühl. Das Problem ist, dass die Biomasse ja bereits durch die Kuh hindurchgegangen ist und dabei einiges herausgenommen wurde.

Der Motionär will hier einerseits eine Verschärfung. Die bisherigen 50 Prozent Biomasse mit Ortsbezug sollen auf 80 Prozent heraufgesetzt werden. Er verzichtet dabei aber auf Bedingungen, woher dieses Material kommen darf. Zwar steht, landwirtschaftliche Biomasse, aber diese kann dann aus der ganzen Schweiz oder aus dem Ausland kommen. Das ist klar nicht unsere Meinung. Eine Holzanlage könnte dann auch mit Pellets aus China betrieben werden, wobei ich allerdings hoffe, das sei utopisch. Das entspricht ganz klar nicht mehr den Regeln und dem Charakter einer landwirtschaftlichen Anlage. Bekanntlich wird in Biogasanlagen Biomasse verwertet und Energie gewonnen. Das Material wird zum Teil abgebaut, doch ein grosser Teil kommt als Gärrest aus diesem Prozess wieder heraus. Dieser muss auch irgendwo verwertet werden, und genau deswegen gibt es die regionale Einschränkung. Das Material muss nach etwas Aufbereitung als Dünger wieder auf die landwirtschaftliche Fläche ausgetragen werden. Daher macht auch eine regionale Beschränkung Sinn.

Auch die Lieferung der Energie in die angrenzenden Bauzonen ist heute grundsätzlich in einem kleinen Rahmen möglich. Ein Bauernbetrieb kann auch Holz in ein Holzkraftwerk liefern. Das ist dann ja nicht unbedingt standortgebunden. Die Holzanlage kann beispielsweise auch in einem Wohnquartier oder in irgendeiner Bauzone liegen, und dorthin kann man auch Holz liefern. Eine solche Anlage muss nicht zwingend auf einem Bauernhof stehen. Die Grünen wollen zwar eine hundertprozentig erneuerbare Energieversorgung, aber wir wollen keine Verschärfung. Wir wollen keine Verwässerung der Regeln und keine rechtswidrigen und in sich widersprüchlichen Bestimmungen haben. Obwohl wir für das Grundanliegen an sich Verständnis haben, lehnen wir daher die Motion einstimmig ab.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Wir geben dem Motionär vor allem in einem Punkt Recht: Wenn wir die Energiewende und den Atomausstieg wirklich schaffen wollen, braucht es Bemühungen auf allen Ebenen. Gerade landwirtschaftliche Biogas- und Holzanlagen haben ein gewisses energetisches Potenzial, das es in Zukunft vermehrt zu nutzen gilt. Gleichzeitig muss aber im Energiebereich auch die richtige Balance zwischen wirtschaftlicher und sinnvoller Nutzung sowie den Umwelt- und Raumplanungsinteressen gefunden werden. Die EVP ist der Ansicht, dass die bestehende kantonale Bewilligungspraxis für bäuerliche Biogas- und Holzanlagen grundsätzlich richtig und zielführend ist.

Die Forderung des Motionärs nach einer Liberalisierung lehnen wir vor allem aus zwei Gründen ab. Erstens sind die kantonalen Handlungsspielräume in diesem Bereich aufgrund der bestehenden Bundesvorgaben relativ klein. Der Kanton Bern gehört bei den Bewilligungsaufgaben auch nicht zu

den restriktivsten Kantonen. Dazu kommt, dass die Änderung, die der Motionär fordert, grösstenteils nur mit einer Anpassung des Bundesrechts vollzogen werden könnte. Der Grosse Rat und die Kantonsregierung sind also hier die falschen Ansprechpartner.

Zweitens sind wir der Meinung, dass die bisherige Praxis mit der wirtschaftlichen Unterordnung der Anlage unter den landwirtschaftlichen Betrieb, die sich vor allem im Kriterium zeigt, dass das Einkommen aus der Biogasanlage 50 Prozent nicht übersteigen darf, durchaus sinnvoll ist. Hier geht es explizit um Anlagen in der Landwirtschaftszone und nicht um Anlagen in einer Gewerbezone. Deshalb muss der Bezug zum bäuerlichen Betrieb ganz klar gegeben sein. Ohne diese Einschränkung besteht die Gefahr, dass grosse Anlagen entstehen könnten, die keinen Bezug zum eigentlichen Bauernbetrieb haben. Und das dürfen wir aus raumplanerischer Sicht nicht zulassen. Der Vergleich des Motionärs mit Photovoltaik-Anlagen, für die keine solchen Einschränkungen gelten, hinkt ein bisschen. Bei einer Photovoltaik-Anlage muss man nicht Biomasse herumführen, und es braucht auch weniger Eingriffe in die Landschaft. Die EVP-Fraktion lehnt daher die vorliegende Richtlinienmotion einstimmig ab.

Klopfenstein Hubert, Zweisimmen (PLR). Ich kann es kurz machen. Die FDP sieht es an sich gleich wie die Regierung, obwohl wir natürlich Sympathien für diesen Vorstoss haben und die Überlegungen des Kollegen Krähenbühl nicht falsch sind. Wir befinden uns hier einfach in einem Spannungsfeld. Irgendwie müssen wir den Atomausstieg kompensieren. Deshalb müssten die Grünen oder andere Nachhaltigkeitsfanatiker eigentlich diesem Vorstoss zustimmen, und ich bin etwas überrascht, dass Herr Bauen soeben nein sagte. Die Krux ist hier aber effektiv in der rechtlichen Domäne zu suchen. Wir haben das Raumplanungsgesetz, das sehr eng ist und das man ja schon zugunsten der Verwendung von Biomassenenergie korrigiert hat. Standortgebundenheit ist eine zentrale Frage. Das ist das Lösungswort, und da sind die Ausführungen auf Seite 4 der Regierungsantwort richtig. Diese Standortgebundenheit können wir nicht einfach auf kantonaler Ebene aushebeln. Eine weitere Gesetzes- oder Praxisänderung können wir aus rechtlicher Sicht nicht zulassen. Die FDP argumentiert rein juristisch und nicht politisch. Wenn man das vom eidgenössischen Standpunkt aus betrachtet, muss man leider diesen Vorstoss integral ablehnen. Ich überlegte mir auch, ob man Ziffer 1 annehmen könnte. Aber dann hätte die Antwort der Regierung, die den Rest ablehnt, keine Logik. Eine Wandlung in ein Postulat bringt deshalb auch nicht viel.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Eigentlich wurde von den Grossräten Bauen und Messerli bereits fast alles gesagt, und ich möchte nicht alles wiederholen. Wir sehen das sehr ähnlich. Bei der Photovoltaik besteht natürlich ein grosser Unterschied. Die Sonne kommt einfach direkt auf den Hof, das ist bei der Biomasse bisweilen nicht so. Wir sehen die Stringenz der jetzigen Gesetzgebung und deren Handhabung. Wir geben natürlich Grossrat Krähenbühl insofern Recht, als die Auslegung praxisorientiert sein soll, und wir sehen selbstverständlich auch, dass eine Notwendigkeit besteht, die ganzen Aspekte von Energie, Landwirtschaft und Raumplanung so auszulegen dass es nachhaltig ist und man längerfristig die Thematik des Atomausstiegs auch bewerkstelligen kann. Trotzdem sehen wir hier ganz klar eine Ablehnung, und wir werden auch eine Wandlung nicht unterstützen.

Christian Hadorn, Ochlenberg (UDC). Nun müssen Sie einfach noch kurz einem Praktiker zuhören. Messerli Walter hat in der Juradebatte etwa beim Jahr 1800 begonnen. Ich beginne etwa vor 35 Jahren, als ich in Affoltern einen Bauern besuchte. Ich wollte ihm etwas verkaufen, und er sagte, ich müsse zuerst seine neue Biogasanlage anschauen. Er erklärte mir, dass seine Frau mit diesem Gas kochen müsse und deshalb leite er dieses Gas direkt in die Küche. Nun werde dort mit einem Gaskocher gekocht. Beim Anzünden stank es zwar ein bisschen, aber dann kochte es wunderbar.

Sie sehen also, es geht hier um eine Technik mit einer langen Geschichte. Nun ist sie bis fast zum Exzess ausgeweitet, sodass man mit diesem Biogas Strom machen oder ihn sogar direkt in das Gasnetz einspeisen kann. Weshalb ist das so? Die Deutschen und die Österreicher haben das extrem gefördert. In Deutschland wurden grosse Biogasanlagen gebaut, wo früher Rindermastställe waren und Frau Kienast sprach so viele Subventionen, dass sich das Produzieren von Biogas und Strom besser auszahlte als die Rindermast. Daher speist sehr viel landwirtschaftliches Gewächs, beispielsweise Mais in einer Monokultur über 10 Jahre oder länger, die Biogasanlagen.

Und nun schaue ich noch etwas über den Kanton Bern hinaus. In der ganzen Schweiz haben wir

ein paar gute Beispiele für Biogasanlagen. Nach etwa 15 Jahren intensiver Biogasanlage-Praxis, wissen wir heute, dass eine kleine Biogasanlage fast nicht rentiert. Bei einer Biogasanlage muss neben dem Gas auch die Abwärme genutzt werden, damit sie sich ordentlich rechnet. Zudem ist es schwierig, einen Standort zu finden, der niemanden stört, weil es landwirtschaftliche Abfälle sind wie Gülle, Müllabfälle oder ähnliches. Dabei besteht das Problem, dass es manchmal ein bisschen stinkt. Dementsprechend ist es wohl richtig, dass dies nicht gerade am Stadtrand oder in der Industriezone geschieht.

Wir haben gute Beispiele. Das erste wurde vor kurzem im Waadtland gebaut. Dort ist die Energieversorgung, ein Betrieb des Kantons Waadt, zu einem Drittel beteiligt. Je einen weiteren Drittel finanzieren der Bauer und der Kanton. Dementsprechend konnte man wirklich eine tolle Biogasanlage bauen und die Wärme optimal nutzen, auch wenn man eine etwas lange Leitung machen musste. Und nun komme ich einfach noch zu einem schlechten Beispiel, über das wir im Grossen Rat einmal abgestimmt haben. Als die Fachhochschule in Zollikofen gebaut wurde, sagte der Biogasproduzent Wyss in Ittigen, er würde damit gerne dieses Gebäude heizen. Er würde zusätzlich zu seiner Biogasanlage noch eine Holzschnitzelheizung zur Verwertung von Schwemmholz aus der Aare einbauen, sodass er dann in jedem Fall genügend Wärme zur Verfügung stellen könne. Wir stimmten damals mit einer grossen Mehrheit zu, an das Stimmenverhältnis erinnere ich mich nicht mehr genau. Es scheiterte dann jedoch an den zu langen Leitungen, weil man diese nicht durch landwirtschaftliches Land führen konnte. Und da muss ich einfach für alle hier im Grossen Rat sagen, dass wir die Energiewende eigentlich bereits verloren haben, wenn wir an solchen Dingen scheitern. Das ist doch etwas Geringfügiges! Wir müssen ehrlich auch zugeben, dass diese Biogasanlagen in der Schweiz ein Tropfen auf den heissen Stein sind. Aber versuchen wir es doch! Einzelne wagen das wirklich; sie machen grosse Investitionen und auch der Betrieb kostet viel. Helfen wir hier doch mit, an die Grenzen zu gehen. Das möchte ich dem AGR und dem Regierungsrat mit dieser Motion sagen. Abgesehen von einigen wenigen Enthaltungen unterstützt die SVP diese Motion. Vielleicht habe ich doch noch einige Energiefreunde gewinnen können, die einfach sagen: Ja, wir gehen an die Grenze!

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Die EDU-Fraktion hat immer Sympathien, wenn Motionen mit Herzblut vorgetragen und mit Fakten belegt werden. Da spielt es manchmal nicht unbedingt eine Rolle, aus welchem politischen Lager diese Vorstösse kommen. Ich darf es vorweg nehmen: Die EDU-Fraktion steht voll und ganz hinter dieser Motion. Wir stehen energiepolitisch vor grossen Herausforderungen, und vielleicht sind diese viel grösser, als uns heute lieb und bewusst ist. Diese Motion ist ein Schritt in die richtige Richtung. Das Problem mit dem Raumplanungsgesetz ist für mich als Mediziner relativ schwierig einzuschätzen. Wie in der letzten Session bereits gesagt, habe ich einmal ein Bauernhaus umgebaut, und das war eine Krux. Doch nehme ich nicht an, dass Biogasanlagen nun im landwirtschaftlichen Raum aus dem Boden schiessen werden. Noch etwas habe ich zu Punkt 3 des Votums von Antonio Bauen betreffend die regionale Beschränkung zu sagen. Sie müssen nicht davon ausgehen, dass jemand mit Güllefass oder Mistzettler quer durch die Schweiz fährt, weil es im Gürbetal eine Biogasanlage gibt. Wir empfehlen die Annahme dieser Motion.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Wir haben es in unserer Fraktion genau gleich, wie es Kollege Beutler gesagt hat. Wenn ein Vorstoss mit Herzblut vorgetragen wird, dann ist das auch aus unserer Sicht etwas sehr Positives. Und wenn er mit guten Fakten unterlegt ist, sind wir sehr wohl bereit, uns darauf einzulassen. Nun wurde diese Motion vielleicht mit Herzblut vorgetragen, aber ob sie mit Fakten unterlegt ist, dessen bin ich schon etwas weniger sicher. Die Krux oder das Herzstück der Argumentation von Kollege Krähenbühl ist doch, dass der Kanton Bern seines Erachtens eine strengere Praxis hat als andere Kantone. Aber das wurde im ganzen Prozess der parlamentarischen Debatte und bei der Vorbereitung dieses Vorstosses einfach behauptet und nie belegt. Und das macht uns schon etwas stutzig.

Wir werden etwas aufmerksam, wenn ein Vertreter einer Partei, welche die Energiewende eigentlich nicht will, plötzlich sagt, ich möchte etwas für die Energiewende tun. Dann schauen wir ein bisschen genauer hin. Wir sehen wie zahlreiche Vorredner, dass dieser Vorstoss bei genauerem Betrachten letztlich unausgegoren ist und das Spannungsverhältnis zwischen Raumplanung, Energie und Landwirtschaft einfach zu stark in ein Ungleichgewicht zulasten von Landwirtschaft und Raumplanung bringt. Ich komme noch einmal auf den Vorwurf zurück, wir hätten eine zu enge Auslegung von Artikel 34 der Raumplanungsverordnung (RPV). In diesem Artikel steht, dass sich

die Anlage dem Landwirtschaftsbetrieb unterordnen muss. Die Formulierung des Bundesrechts ist «unterordnen». Die kantonale Verordnung sagt danach, das Einkommen einer Biogasanlage dürfe 50 Prozent nicht übersteigen. Nach unserer Auffassung ist das keine enge Auslegung, sondern die weitestmögliche, die man aufgrund des Bundesrechts überhaupt machen kann. Daher ist die Behauptung, wir hätten im Vergleich zu anderen Kantonen eine zu enge Auslegung, nicht belegt und steht einfach so im Raum.

Wenn man dann auch noch sieht, dass ein wesentliches Kriterium beim Vorstoss sein soll, dass 80 Prozent aus bäuerlicher Biomasse und Holz stammen muss, ist das eigentlich das entscheidende neue Kriterium im Spiel, bei dem man mit keiner Silbe sagt, dass es aus dem Betrieb oder aus der nahen Umgebung kommen muss. Die Biomasse kann also von irgendwo hergefahren werden. Ich muss einfach sagen, da müssten eigentlich in der SVP, die landwirtschaftliche und gewerbliche Interessen vertritt, die Alarmglocken läuten. Denn da wird plötzlich ein eigentlich gewerblicher Betrieb auf einem Standort in der Landwirtschaftszone gegenüber solchen in Gewerbe- oder Industriezonen massiv privilegiert.

Wir haben insgesamt das Gefühl, so gehe es nicht. Wir werden diese Motion sicher nicht unterstützen, trotz aller Sympathie, die wir zunächst hatten, als wir die Schalmeyenklänge über einen Beitrag zur Energiewende hörten. Bei genauerem Betrachten ist er unseres Erachtens einfach sehr unstimmig, und mit den neuen Kriterien geht es definitiv nicht. Wir fragten uns auch, ob eine Wandlung in ein Postulat etwas bringen würde. Hubert Klopfenstein hat das beantwortet: Es bringt wohl nicht viel. Doch dabei würde es vermutlich einige Sympathiestimmen aus einem Bauchgefühl heraus geben. Dies weil vielleicht Optimierungsmöglichkeiten im Promillebereich in der Kulanz des Kantons bestehen. Im Ganzen ist ja bekannt, dass wir einen Regierungsrat der SVP haben, der diese Praxis mit seinen Leuten festgelegt hat und einen Grossrat der SVP, der sagt, der Kanton lege das Bundesrecht viel zu eng aus. Das finde ich an dieser Debatte doch interessant. Wir sind der Meinung, dass man diese Motion ablehnen muss.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Es ist eine Motion welche die Baugesetzgebung ein bisschen gegen die Energiewende ausspielen könnte. Wir sind natürlich für die Energiewende, doch nun geht es um die Zonen, wo das stattfinden soll. Die Motion hat einen ausgezeichneten Titel: «Weg frei für bäuerliche Biogas- und Holzanlagen». Wer möchte da schon dagegen sein. Die Landwirtschaft ist unter permanentem Druck und steigt in allerlei alternative Betriebsformen ein. Nebst Landwirt ist eben auch Energiewirt eine Betriebsausrichtung, die sehr gut zur Energiewende passt und auch noch sympathisch ist.

Die BDP-Fraktion ist aber überzeugt, dass die jetzigen raumplanerischen Bestimmungen auf nationaler Ebene für eine wirklich bäuerliche Biogasproduktion genügen. Die Motion von Ständerat Luginbühl hat diesbezüglich die Voraussetzungen geschaffen. Die Motion Krähenbühl soll dazu dienen, eine halbindustrielle Energieproduktion in der Landwirtschaftszone zu ermöglichen, und das entspricht nicht dem, was wir unter bauen in der Landwirtschaftszone verstehen. Eine weitergehende Lockerung würde dann auch gewerbliche Betriebe benachteiligen, bei denen auch Biomasse anfällt, die aber ihre Bauten in Industrie- oder Gewerbezone realisieren müssen. In der letzten Woche haben wir mit dem Gegenvorschlag raumplanerische Pflöcke eingeschlagen. Diese wollen wir nun nicht mit der ersten Motion wieder ausreissen und dadurch das Ganze schlussendlich gefährden. Im Lichte der neuen Baugesetzgebung können wir Ungleichbehandlungen nicht akzeptieren, und diese können auch nicht im Sinne von uns Bauern sein. Da müssen wir aufpassen. Samuel Krähenbühl, diese Motion ist geeignet, um am Stammtisch zu punkten, da bin ich überzeugt. Das klingt sehr gut bei den Bauern draussen. Sie beruht aber – glaube ich – auf Einzelfällen. Deshalb habe ich nun noch eine Frage an Regierungsrat Neuhaus: Kann man sagen, wie gross das Potenzial von Betrieben wäre, die nach heutiger Gesetzgebung nicht bauen können, die also weitergehende Lockerungen bräuchten, und die unbedingt bauen wollen? Gibt es Schätzungen oder verbindliche Zahlen? Die Mehrheit der Fraktion lehnt die Motion ab, ein Teil könnte einem Postulat zustimmen.

Le président. Wir kommen zu den Einzelvoten.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). «Weg frei für bäuerliche Biogas- und Holzanlagen». Dieses Anliegen klingt sehr sympathisch. Selbstverständlich bin ich auch für alternative Strom- und Wärmeproduktion, selbstverständlich sind Holz- und Biogasanlagen wichtig, und selbstverständlich finde ich es auch wichtig, dass Bauern und Bäuerinnen auf ihren Betrieben auch mit

landwirtschaftsnaher Tätigkeit Einkommen generieren können. Strom- und Wärmeproduktion kann ein zusätzliches Standbein für einen Bauernhof darstellen.

Doch dieser Vorstoss hat mehrere Haken. Zuerst einmal überschreitet die Forderung die raumplanerischen Möglichkeiten in den Landwirtschaftszonen ganz klar. Zudem erscheint mir die Voraussetzung fragwürdig, dass 80 Prozent der Biomasse oder des Holzes landwirtschaftlicher Herkunft sein müssen. Von wo Biomasse und Holz kommen, spielt offenbar überhaupt keine Rolle. Es könnte daher von weit hergeführt werden. Für mich heisst deshalb diese Motion: Weg frei für industrielle Biogas- und Holzanlagen auf dem Landwirtschaftsland. Industrielle Biogas- und Holzanlagen, können ja gut bestehen, aber bitte sehr: Grossanlagen gehören nicht in die Landwirtschaftszone, sondern in die Gewerbezone. Mir scheint auch, gerade Bauern und Bäuerinnen hier im Saal müssten bedenken, dass wir mit dieser Motion eine Aufweichung des bäuerlichen Bodenrechts provozieren. Wir sind uns wohl alle bewusst, dass das bäuerliche Bodenrecht und die Landwirtschaftszone ganz wichtige Stützen der Landwirtschaft sind. Die Motion beinhaltet eine gefährliche erste Aufweichung des bäuerlichen Bodenrechts. Wir müssen dazu Sorge tragen und daher müssen wir, gerade auch aus der Landwirtschaft, diese Motion und auch das Postulat klar ablehnen.

Le président. Ich habe keine weiteren Einzelsprechenden gemeldet. Damit gebe ich das Wort Herrn Regierungsrat Neuhaus.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Dieser Vorstoss von Grossrat Krähenbühl ist sehr sympathisch. Trotzdem sagt der Regierungsrat nein. Er sagt nein, weil Grossrat Krähenbühl nicht nur mehr Biogasanlagen will, sondern auch grössere und gleichzeitig eine Verschärfung bezüglich der Biomasse. Er will, dass man mehr als die Hälfte des Einkommens aus Biogasanlagen bestreiten kann. Dann haben wir Bauern, Biobauern und auch noch Biogasbauern. Ich bin mir einfach nicht sicher, ob die Biogasbauern dann auch noch Bauern sind. Das ist nämlich fraglich, wenn mehr als die Hälfte des Einkommens aus solchen Anlagen bestritten wird.

Grossrat Krähenbühl sagt, 95–97 Prozent des Einkommens könne man aus Photovoltaik bestreiten. Ich würde gerne einen Betrieb sehen, der neben allem anderen noch so viel Strom produzieren kann, und ich möchte auch die Grösse seiner Dächer kennen. Wir haben hier in der vergangenen Woche über die Kulturlandinitiative diskutiert und zum Teil auch etwas gestritten. Jetzt sagt man, in Fruchtfolgeflächen machen wir grössere Industrieanlagen. Wenn es heisst, «Weg frei für ...», dann könnte man vielleicht auch spotten: Freie Fahrt für das herumfahren von Gülle und Biomasse. Ich spotte nicht, denn das Thema ist zu ernst. Es geht um berechnete Anliegen. Aber es geht auch um das Anwenden von Gesetzen und zwar von solchen, deren Anwendung Sache der Regierung ist. Der Gesetzgeber ist der Bund, und wer findet, das sei nicht korrekt, muss eine Standesinitiative machen. Ich wurde nach dem theoretischen Potenzial gefragt. Die Beantwortung ist relativ schwierig. Man hat rund 200 Kleinbiogasanlagen definiert, aber theoretisch können Sie die Landwirtschaftszone öffnen und dort für 20 000, 50 000 oder 200 000 Leute Wohnungen bauen. Aber das will man ganz klar nicht, denn das bäuerliche Bodenrecht rechtfertigt sich durch die Landwirtschaft. Man darf jetzt nicht beginnen, Fruchtfolgeflächen mittels Biogasanlagen auf dem kalten Weg für eine gewerblich-industrielle Energieproduktion zu nutzen. Herr Grossrat Antonio Bauen hat es kurz und bündig zusammengefasst: RPG und RPV sagen, was möglich ist, und der Regierungsrat wendet das an. Lehnen Sie diese Motion ab.

Le président. Nun hat der Antragssteller noch einmal das Wort.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Wie Sie sehen, ist die SVP eine weltoffene und diskussionsfreudige Partei. (*Hilarité.*) Wir scheuen uns auch nicht, uns mit unserem Regierungsrat anzulegen. «Gäll Chrigu», wir gehen dann trotzdem wieder einmal zusammen in den Ausgang, und dann können wir wieder darüber lachen.

Ich möchte kurz auf das Innovationsgesetz zurückkommen, das wir gerade heute Morgen verabschiedet haben. Das ist gut so, denn ich hoffe, der Kanton Bern werde Vorreiter in der Erfindung des Perpetuum mobile. Wenn wir energiepolitisch so weiterfahren, brauchen wir das nämlich. Man kann nicht einfach alle alten Anlagen, sprich: AKW, abbauen und eine eidgenössische Energiestrategie machen, die – und das ist jetzt der entscheidende Punkt – eine Terrawattstunde pro Jahr aus Biogas erzeugt haben will. Das ist dreimal so viel wie Mühleberg erzeugt. Wenn wir so

weiterfahren, wie wir jetzt weiterfahren, kommen wir nie dahin, namentlich nicht im grössten Agrarkanton, wo es mehr Kühe und mehr Bauern gibt als anderswo. Das sage ich einfach einmal zur Einleitung.

Ich repliziere nun Kollege Bauen und kann gerade Kollege Mentha hinzunehmen. Sie begreifen offenbar immer noch nicht, wo der Unterschied zu anderen Kantonen liegt. Die Verordnung des Bundes schreibt vor, dass sich eine solche Anlage dem Betrieb unterordnen müsse. Es ist nicht näher definiert, wie das geschehen soll. Andere Kantone, wie beispielsweise Luzern, sagen einfach, die Anlage dürfe optisch beispielsweise nicht dreimal höher sein als die Scheune. Sie legen die Vorschrift also relativ liberal aus. Zudem wenden nicht alle Kantone das Einkommenskriterium an. Das ist somit nicht zwingend, und wir verletzen da nicht Bundesrecht. Wenn die Luzerner das Bundesrecht verletzen würden, müsste der Bund ja intervenieren. Das ist eine Interpretation, die andere unterschiedlich interpretieren. Ich sage das nur, damit der Unterschied klar ist.

Zu Kollege Stähli: Wegen dem Stammtisch oute ich mich jetzt. Ich bin ja relativ rede- und auch schreibgewandt. 99 Prozent der Vorstösse schreibe ich selber, aber hier hatte ich etwas Mitwirkung. Dein BDP-Grossratskollege Andy Kollegger aus dem Kanton Graubünden hat noch ein bisschen hineingeschaut. Du kannst dich dann vielleicht einmal an einer Schweizer GV mit ihm über die Biertischgeschichte unterhalten. Das ist also nicht einfach unseriös. Da bestehen praktische Situationen und Probleme.

Fazit: Ich sehe ein, dass ich hier mit wehenden Fahnen untergehen werde. Ich kann Ihnen aber auch sagen, dass ich nicht wandle, denn das bringt letztlich nichts. Wenn wir in ein Postulat wandeln würden, dann wird nachher der Regierungsrat wieder sagen, das könne man ohnehin nicht ändern. Ich hoffe einfach auf die Zeit und auch auf die Bundesgesetzgebung. Und nun sehe ich das Lämpchen leuchten. Ich wünsche Ihnen noch einen schönen Nachmittag und wenn wir uns nicht mehr sehen, einen schönen Rest des Winters. *(Heiterkeit)*

Le président. Wir stimmen über diese Motion ab. Wer sie annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 48

Non 82

Abstentions 5

Le président. Sie haben diese Motion abgelehnt.